



### **Des confinements à deux vitesses**

Des repas à plusieurs centaines d'euros cuisinés par des chefs étoilés dans des appartements privés recyclés en restaurants clandestins. Voilà comment le gratin de la bourgeoisie passe son confinement. Des patrons, des magistrats, des officiers de police, mais aussi des politiciens, députés, voire des ministres ou anciens ministres, s'invitent à table, sans masque. À l'image de Brice Hortefeux, pris la main dans le sac, qui clame la bonne foi en faisant mine d'avoir cru à la légalité de ces restaurants sélectifs. Nul n'est censé ignorer la loi... sauf les riches et les puissants !

#### **Des excuses pour les riches**

Le reportage de M6 sur ces dîners a quand même semé la panique au gouvernement, craignant qu'un des siens ne soit mis en cause. Il peut souffler : aucun n'a été pris sur le fait, et chacun peut prétendre tout ignorer de ces pratiques illégales... tout en affirmant avoir décliné les invitations !

Même mépris au ministère de l'Enseignement supérieur, où des proches de la ministre Frédérique Vidal ont été filmés dansant sans masque à 22 heures dans la cafétéria du ministère. Mais il ne s'agirait pas d'une « fête », seulement d'un « moment de convivialité »... Le virus fait donc la différence ? Et la ministre de s'emporter contre la « société de délation ». On ne pourrait donc plus jouir librement de ses privilèges !

C'est pourtant la même ministre qui avait justifié la fermeture des universités en janvier par une supposée incapacité des étudiants à respecter les gestes barrières, épingleant « l'étudiant qui prend un café à la pause, un bonbon qui traîne sur la table ».

#### **Des flics pour les pauvres**

Pendant que la bourgeoisie échappe aux regards dans ses salons retirés, la police multiplie les interventions contre des restaurants servant derrière le rideau dans les quartiers populaires et disperse, parfois violemment, les barbecues organisés en plein air entre voisins, comme à Creil ou à Saint-Denis.

Un an après le début de l'épidémie, les restrictions pèsent de plus en plus lourd. Tout le

monde en a ras-le-bol, et à raison. Mais cela pèse d'autant plus pour les classes populaires, qui vivent dans des appartements exigus, sans cour ni jardin, et n'ont droit qu'à aller travailler en prenant les transports en commun bondés.

Ce sont d'ailleurs les mêmes qui subissent de plein fouet la fermeture des écoles, se retrouvant du jour au lendemain sans solution de garde, sans même parler d'organiser l'école à la maison. Il est plus facile de se payer une nounou quand on a de l'argent.

#### **Et toujours le minimum contre l'épidémie**

Cette situation est d'autant plus scandaleuse que des solutions contre l'épidémie existent. Mais la vaccination est encore à la traîne, malgré les grands élans de communication du gouvernement. Et les hôpitaux continuent d'être débordés, en particulier les services de réanimation, qui ont dû encore une fois procéder au tri des malades dans les régions les plus touchées. La saturation des hôpitaux entraîne en prime le report de prise en charge des autres soins, avec tous les risques que cela engendre. C'est comme si rien n'avait changé depuis le premier confinement !

En un an, il y aurait pourtant eu le temps de recruter du personnel, d'ouvrir des lits. C'est tout le contraire qui a été fait, avec la poursuite des coupes budgétaires. Le gouvernement a préféré ignorer les avertissements des soignants. Ses largesses financières et plans de relance sont allés aux grandes entreprises et à leurs actionnaires. La santé et la production de vaccins ont reçu la portion congrue. Résultat : la barre des 100 000 morts du Covid va bientôt être franchie.

Le gouvernement dénonce l'irresponsabilité des jeunes et des classes populaires, tout en fermant les yeux sur les banquets des riches. Mais il est le premier responsable de cette situation qui s'éternise, parce que la priorité a été mise à la sauvegarde des profits contre nos vies. Gageons que cela ne dure pas éternellement. Car le déconfinement de nos colères pourrait aussi prendre un coup d'accélérateur.

## **De gros cadeaux au patronat et des restrictions pour la santé**

L'EPRD présenté aux instances montre que malgré les discours sur un système de santé en souffrance depuis des années, le gouvernement ne change pas son fusil d'épaule et demande aux hôpitaux étranglés depuis des années, des restrictions budgétaires draconiennes alors qu'il fait mine de s'inquiéter sur les conséquences psychologiques de la crise.

La crise sanitaire que nous traversons aura au moins l'avantage de montrer ce que sont les valeurs du capitalisme et la confiance que nous pouvons avoir dans la parole de ceux qui nous gouvernent.

La lutte des classes est plus visible encore lors des crises inhérentes à ce système et si nous ne voulons pas en faire les frais, il nous faudra nous révolter.

## **La MAS encore une fois maltraitée**

Les collègues de la MAS sont une nouvelle fois mis à mal. Alors qu'ils n'ont pas eu droit aux hausses de salaire comme nous, l'ARS s'acharne en disant qu'ils sont surdotés. Ce service prend en charge les patients les plus lourds avec des moyens plus restreints que par le passé et des bureaucrates qui n'y ont jamais mis les pieds et qui n'ont aucune idée de la charge de travail viennent dire que les moyens sont trop importants.

Le système de santé se trouverait amélioré si l'on supprimait toute cette hiérarchie qui ne sert qu'à mettre à mal les hôpitaux.

## **Il manque du personnel !**

Immanquablement, alors que nous devons poser nos congés d'été, les problèmes de personnel se posent. Les congés longue durée et les congés maternité ne sont plus remplacés. Il manque déjà du personnel depuis des mois et l'été s'annonce comme tous les ans, difficile. Pour pouvoir bénéficier des trois semaines, il va nous falloir pendant trois mois enchaîner le travail sur repos, les semaines à rallonges et des conditions de travail encore plus dégradées.

Une situation dont la direction se fiche malgré ses larmes de crocodile.

## **Un moment de convivialité**

La direction nous informe qu'une société a fait don de bons cadeaux au CHN et que les cadres sont priés de les récupérer afin d'organiser des moments de convivialité pour les salariés.

Dans certains services où les cadres n'hésitent pas à appliquer la politique d'austérité sans rechigner,

pas sûr que partager un pot avec eux soit un moment de plaisir.

## **Manger dehors peut devenir un moment de convivialité !**

Pour faire face à la pandémie, le self a dû se réorganiser pour accueillir le personnel, il propose de mettre des tables à l'extérieur. Alors que les températures sont encore parfois négatives, se serrer les uns contre les autres peut amener à plus de convivialité. À condition bien sûr de bien choisir avec qui on mange !

## **Les jardiniers mis à mal**

Le CHN va donc faire appel à des sociétés extérieures pour s'occuper des espaces verts. Quant à nos collègues, aucune visibilité sur ce qu'ils vont devenir. Une institution toujours aussi maltraitante.

## **La seule crise des milliardaires, c'est celle de la quarantaine !**

C'est avec beaucoup d'admiration que cette année encore, le magazine *Forbes* a révélé son classement des plus grandes fortunes mondiales. Les vingt plus riches de la planète ont réussi l'exploit d'augmenter leur fortune de 62 % en pleine crise sanitaire ! Ils cumulent à eux seuls 1 747,5 milliards de dollars, soit près de 100 millions de fois le Smic français net annuel... Pas de surprise dans les noms des meilleurs élèves (Bezos, Musk, Arnault et Gates), mais néanmoins des petits nouveaux dans le classement. Et c'est un fervent opposant à la levée des brevets sur les vaccins qui rafle la 23<sup>e</sup> place : Stephan Bancel, PDG du groupe pharmaceutique Moderna.

Compte en banque perso à neuf chiffres... ou vaccin dans le domaine public, il fallait bien choisir !

## **Sexisme protocolaire**

Lors d'un sommet à Ankara, le président turc Erdogan et celui du Conseil européen Charles Michel se sont installés face-à-face sur des fauteuils, tandis qu'Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, était mise à l'écart sur un canapé.

Un affront purement sexiste orchestré par le maître des lieux... et cautionné par son collègue belge Charles Michel qui n'a pas daigné lever ses fesses ! Plus que leurs discours hypocrites, ce « Sofagate » révèle l'intérêt que ces politiciens bourgeois accordent aux droits des femmes. Le machisme : voilà au moins un terrain d'entente avec Erdogan !